

AIHP-GEODE - Archéologie industrielle, histoire, patrimoine, développement de la Caraïbe

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. AIHP-GEODE - Archéologie industrielle, histoire, patrimoine, développement de la Caraïbe. 2014, Université des Antilles. hceres-02033520

HAL Id: hceres-02033520

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02033520>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Évaluation de l'AERES sur l'unité :
Archéologie Industrielle, Histoire, Patrimoine
Géographie, Développement, Environnement de la
Caraïbe

AIHP GEODE

sous tutelle des
établissements et organismes :

Université des Antilles et de la Guyane - UAG

Février 2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

*Pour l'AERES, en vertu du décret du 3
novembre 2006¹,*

- M. Didier HOUSSIN, président
- M. Pierre GLAUDES, directeur de la section
des unités de recherche

Au nom du comité d'experts,

- M. Alain MIOSSEC, président du comité

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).

Rapport d'évaluation

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous.

Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.

Nom de l'unité :	Archéologie Industrielle, Histoire, Patrimoine/Géographie, Développement, Environnement de la Caraïbe
Acronyme de l'unité :	AIHP GEODE
Label demandé :	EA
N° actuel :	929
Nom du directeur (2013-2014) :	M ^{me} Françoise PAGNEY-BENITO-ESPINAL
Nom du porteur de projet (2015-2019) :	M. Philippe JOSEPH pour ENSOCARIB M. Jacques DUMONT pour AIHP

Membres du comité d'experts

Président : M. Alain MIOSECC, Université de Nantes

Experts : M. Philippe BELMONT, Université Paris Descartes

M. Bernard GRUNBERG, Université de Reims

M^{me} Micheline HOTYAT, Université de Paris 4

M. Yan LE PETITCORPS, Université de Bordeaux

M^{me} Isabelle SURUN, Université de Lille

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Paul ARNOULD

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M^{me} Marie-Ange ARSENE, Université Antilles-Guyane

M. Justin DANIEL (directeur adjoint de l'École Doctorale n° 260 « Santé,
environnement et société dans les Amériques »)



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

L'Équipe d'Accueil n° 929 de l'Université des Antilles et de la Guyane a été créée en 1988. Elle regroupe des historiens (AIHP) et des géographes (GEODE) de la faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'université. Son siège est en Martinique (Schoelcher).

Lors du dernier contrat, des spécialistes des Sciences de la Vie et de la Terre (antenne de Martinique) ont rejoint l'unité, amorce d'une évolution dont l'actuel contrat porte témoignage et dont le prochain contrat traduit aussi une possible transformation.

Cette modification récente, à l'initiative de la Présidence de l'UAG, est marquée par l'intégration d'enseignants-chercheurs du DSI (département des sciences interfacultaire) ainsi que de l'IUR-HSE (Hygiène-sécurité-environnement), spécialistes de biologie, biochimie, chimie et sciences physiques rattachés au pôle Martinique.

Il s'agit d'une évolution de tendance lourde puisqu'elle tend à renforcer la place des sciences "dures" sur le site de Schoelcher tout comme à l'inverse, un pôle de sciences humaines s'est développé en Guadeloupe.

S'il est logique que l'UA soit localisée en Martinique, l'évolution actuelle, parfaitement intelligible localement, est aussi porteuse de profondes modifications à venir dans le contexte antillais, celui de la pluri-insularité.

Équipe de direction

Le directeur de l'unité est le professeur Françoise PAGNEY-BENITO-ESPINAL, géographe. M^{me} PAGNEY-BENITO-ESPINAL a considérablement renforcé le pilotage de l'unité pendant son mandat. Elle est assistée par quatre directeurs adjoints, M. Jacques DUMONT pour l'histoire, M. Benoit BERARD pour Histoire et archéologie, M^{me} Colette RANELY Vergé-Depré pour la géographie et M^{me} Juliette SMITH-RAVIN pour la biologie. Cette équipe de direction a donc évolué récemment, avec l'arrivée de M^{me} SMITH-RAVIN et de son équipe, anticipant en quelque sorte ce que sera le projet du prochain quadriennal

Nomenclature AERES

SHS3_1

SHS6_1

SHS6_3

SVE_LS1



Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2013	Nombre au 01/01/2015 (Chiffre 1 : AIHP- /Chiffre 2 : ENSOCARIB)
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	22	13/10
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés		1/0
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	11	4/8
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	8	4/4
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	4	7/0
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)		1/1
TOTAL N1 à N6	45	30/23

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2013	Nombre au 01/01/2015
Doctorants	13	
Thèses soutenues	14	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	1	
Nombre d'HDR soutenues	1	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	12	7/6

2 • Appréciation sur l'unité

Avis global sur l'unité

L'EA n° 929 forme une équipe de qualité, mieux intégrée que par le passé. Elle a travaillé, et continue de le faire, dans un contexte difficile qu'impose la géographie, une insularité coûteuse à tous les points de vue, car elle alourdit les frais de gestion courante (réunions, séminaires...) et renforce les tendances lourdes de l'histoire d'une université installée sur trois sites (Guyane, Martinique et Guadeloupe), avec un pôle sciences humaines en Martinique, un pôle scientifique en Guadeloupe et un manque de chercheurs en Guyane. En dépit de ces handicaps, des évolutions sont perceptibles avec le renforcement de l'antenne des sciences humaines à Saint-Claude en Guadeloupe et le décollage d'une antenne de biologistes/physiciens/chimistes en Martinique, dont les chercheurs ont été accueillis en début de contrat dans l'EA ; ce qui dans un sens la renforce mais risque aussi de la déséquilibrer, sinon plus... L'audition par visio-conférence a renforcé le sentiment que l'on pouvait avoir d'un dossier solide et d'une politique ambitieuse, portée par une équipe soudée dont la gouvernance devient exemplaire. Cela s'est traduit dans une dynamique de publications nombreuses, qui tend à sortir du cadre pluri-insulaire des Antilles françaises, même si cette tendance gagnerait à s'affirmer et à devenir un objectif premier, à l'échelle de l'espace caraïbe d'abord et sur un grand axe nord sud allant du Canada au Brésil ensuite.

Points forts et possibilités liées au contexte

Une qualité scientifique reconnue et une production plutôt abondante, à la fois dans des revues spécialisées et à travers des volumes ou des chapitres de volumes à plusieurs auteurs. Publications internationales de rang A pour les chercheurs des sciences biologiques récemment arrivés dans l'EA comme pour les historiens et les géographes.

Des participations dans des colloques à l'extérieur marquent le rayonnement de quelques membres de l'équipe.

Des publications plus ouvertes que par le passé (la plantation) et, en particulier un guide de la recherche en histoire antillaise et guyanaise.

Une excellente insertion dans le tissu économique et social dans les Antilles françaises, avec des expertises nombreuses, à la fois dans le domaine des risques et dans celui du patrimoine, de quoi parfaitement valider le titre même de l'équipe dans le présent contrat.

La qualité du pilotage est un élément déterminant qui assure à l'équipe la sérénité nécessaire à une bonne production scientifique. Manifestement, l'équipe est soudée autour d'une thématique porteuse.

Gouvernance nettement améliorée avec la création du conseil de laboratoire et séminaires tenus sur les différents sites.

Une bonne liaison avec la formation par la recherche au travers de deux masters bien identifiés.

Reste le projet à cinq ans : séduisant si l'on considère chaque unité "future" au strict plan intellectuel mais...

Points faibles et risques liés au contexte

Ces points forts - et confortés - ne doivent pas faire oublier quelques points plus délicats.

L'alliance des historiens et des géographes n'a sans doute pas atteint le degré de fusion que l'on aurait pu souhaiter : elle débouche plutôt sur une séparation à l'amiable qui reflète en soi quelques ombres. Ceci n'est, en partie, que l'expression d'une transition "démographique", mais qui maintient la continuité des thématiques abordées. Parmi les thématiques fortes, la recherche en archéologie repose sur une seule personne, et l'on a aussi remarqué l'absence de travaux concernant la première modernité (de Colomb à la plantation sucrière esclavagiste). Ces points de faiblesse renvoient à une politique d'établissement dans la priorité des recrutements ; or, les déclarations des responsables de l'UAG vont plutôt dans le sens d'un renforcement du pôle scientifique en appui du

projet Ensocarib-Biosphères. On court ainsi le risque d'un grand écart scientifique qui rend l'ouverture à d'autres chercheurs plus nécessaires (interculturalité, créolisation...).

Si la production scientifique est jugée remarquable sur nombre de points, une plus grande ouverture géographique à des revues internationales serait la bienvenue.

Si l'unité se sépare d'un commun accord, se pose une double question, l'une pour les historiens et l'autre pour les géographes. Pour les historiens qui semblent pouvoir continuer à travailler ensemble sur un projet de bonne tenue, la question est celle de l'élargissement à d'autres chercheurs et/ou du rapprochement avec d'autres équipes au sein des sciences humaines à l'UAG. Pour les géographes, le risque est double, l'un de voir la géographie humaine marginalisée au sein du nouveau projet (intégratif certes mais constitué aussi de "niches" qui ne font pas une équipe) et l'autre de voir les géographes naturalistes plutôt progressivement "intégrés" par les sciences "dures". A terme, que devient la géographie ?

Recommandations

Publier quelques articles ou ouvrages de références dans les deux grandes langues du bassin caraïbe anglais et espagnol. Les publiants sont souvent les mêmes et ces moteurs de l'animation scientifique vont partir à la retraite ou mêmes sont partis "institutionnellement".

Poursuivre l'effort de publications internationales de rang A (sciences biologiques) et aussi les demandes de financements locales (région, privé), nationales (ANR), internationales (réseaux européen et/ou caraïbéen).

Organiser des colloques internationaux sur les thèmes porteurs (histoire coloniale, risques...) avec comme invités prioritaires des chercheurs de la Caraïbe, d'Amérique centrale, du Canada et du Brésil, capitalisant les acquis du précédent quadriennal et esquissant d'éventuels rapprochements.

S'assurer que dans le cadre de la recomposition annoncée (et souhaitée) les appuis des entités de recherche ou de recherche-action, par exemple l'IRD, l'ONF, le CIRAD, l'INSERM même sont réellement assurés.

Renforcer le dispositif de formation par la recherche à travers des séminaires ciblés, en abordant de manière plus lisible les problématiques méthodologiques et épistémologiques. Cela relève, en particulier, de la gestion de l'École Doctorale n° 260.

Réfléchir de manière plus large à propos du projet des géographes, à la place de l'histoire, en effet, celle de la biodiversité qui sûrement reste encore à bien définir, travailler et écrire.

3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

La production et la qualité scientifique sont assez remarquables. Chez les historiens, 30 ouvrages et directions d'ouvrages scientifiques, 93 chapitres d'ouvrages, 31 articles dans des revues à comité de lecture, 22 communications parues ou à paraître dans des revues à comité de lecture. Chez les géographes, respectivement dans le même ordre, 13, 43, 20, 24. Certes, on note principalement qu'il s'agit souvent des mêmes publiants : conséquence sans doute d'une pyramide professionnelle très déséquilibrée dont les membres de l'EA ne sont pas totalement responsables. Bien qu'il soit toujours délicat de l'évoquer, l'insularité porte parfois à l'insularisme et les tâches dévolues à l'UAG sont telles qu'il n'a sans doute pas toujours été possible d'assurer les renouvellements nécessaires. Les choses évoluent cependant, de jeunes docteurs ont intégré l'équipe et certaines HDR sont à l'horizon proche, qui devraient assurer la relève dans les thématiques de base de l'équipe. Des publications telles que l'habitation-plantation, héritages et mutations ou encore territoires de l'histoire antillaise sont originales et porteuses tout autant d'approches méthodologiques innovantes que d'approfondissement et d'élargissement des champs disciplinaires. Les collègues des sciences expérimentales ont, depuis leur intégration, su fédérer leur recherche, ce qui a déjà permis la publication et surtout la soumission d'articles scientifiques dans des publications internationales de rang A, et également la participation à l'enrichissement de la pharmacopée française.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

L'implication des membres de l'EA 929 dans des projets collectifs, dans des fonctions d'expertise, pour quelques-uns, et au sein de revues scientifiques de haut niveau national et international est remarquable. Elle s'appuie en particulier sur les réponses (et les participations) à des appels à projets type ANR, INTERREG, le programme CARIBSAT de l'IRD, le programme européen EURESCI. Elle est concrétisée par la position, pour un membre, de vice-président de l'ACH (Association of Caribbean Historians) et celle, également de vice-président d'un autre membre au sein de l'Association Internationale d'Archéologie. Du côté des géographes, on note la forte implication de quelques chercheurs dans les problématiques de gestion et d'aménagement de l'espace dans les zones à risque (sismique en particulier) avec des liens bien établis avec des urbanistes, des architectes, des aménageurs. De même, la bonne participation des géographes dans des expertises à propos des risques hydro-volcano-géomorphologiques est un signe incontestable de rayonnement. Même si tous ces projets n'ont pas été retenus, ils témoignent du gros effort d'investissement extérieur de l'équipe et d'une volonté de tisser des liens au-delà du champ local.

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

L'insertion dans l'ensemble antillais et la Guyane est l'un des vrais points forts de cette équipe qui épouse et accompagne le fondement culturel et, d'une certaine manière, l'identité locale, à travers les recherches sur la période de la grande plantation esclavagiste d'une part, et sur les conséquences politiques de la libération des esclaves depuis la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à l'époque contemporaine d'autre part. L'importance des héritages patrimoniaux a été également l'un des gros enjeux de cette thématique, qui lie d'ailleurs historiens et géographes (des enseignants chercheurs sont membres du Conseil Scientifique du Parc National de la Guadeloupe). Les géographes ont mis l'accent sur les problématiques environnementales et sur les risques, répondant ainsi à la demande sociale (chapitres dans le guide caribéen de l'aménageur en zone sismique). Des financements venus des collectivités territoriales sont ainsi l'expression de cette excellence de l'expertise scientifique et, d'une manière générale, il suffit d'observer combien les enseignants-chercheurs de l'équipe sont sollicités par les médias (presse écrite, radios et télévision), localement mais également à l'échelon caribéen, pour avoir une bonne idée à la fois du rayonnement scientifique et de l'insertion dans le tissu économique et social. L'évolution souhaitée (une partition), apparemment par tous, va aussi dans le sens de cette reconnaissance, puisque la montée des questions environnementales conduit en particulier les géographes à se rapprocher des spécialistes des sciences plus expérimentales, et le choix de s'impliquer dans la biodiversité illustre le constat, tout comme le développement de recherche sur la goyave, autre exemple significatif. On voit ainsi émerger, à travers cette évolution, une certaine ambiguïté qui porte à la scission. Faut-il privilégier la cohérence scientifique ou mieux encore "coller" à la demande sociale : l'EA n° 929 est un peu à un carrefour mais elle n'a pas seule la maîtrise de son évolution.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

Il avait été constaté, lors la précédente évaluation en 2009, que le pilotage était fortement personnalisé et pouvait nuire à la transversalité des travaux de recherche, chacun travaillant de manière isolée. La directrice a entrepris de modifier la gouvernance à l'issue de l'Assemblée générale de mars 2010, en faisant voter de nouveaux statuts, en instituant un comité de direction avec 3 directeurs adjoints, de telle sorte, cependant, que soit respectée l'existence de deux groupes de chercheurs, géographes et historiens. Un conseil de laboratoire unique coordonne les grandes orientations scientifiques. A l'appui, une gestion mutualisée des moyens financiers (pour la dotation ministérielle) garantit la transparence. On peut considérer que l'unité de recherche n° 929 a, de fait, tenu compte des remarques faites lors de la dernière évaluation et engagé une procédure de recherche plus "intégrée", ce que certaines publications confirment.

La lecture du dossier, les entretiens avec la directrice de l'unité et les présentations pendant l'audition des membres de l'équipe ont permis de considérer l'excellence de la gouvernance instituée dans le courant du présent contrat. La mise en place des cadres d'intégration des chercheurs à tous les niveaux a permis de renforcer (ou de créer selon nécessité) le dialogue. Cela vaut pour l'administration comme pour la politique scientifique. Les réunions d'assemblée, la tenue plus régulière du conseil de l'unité avec une représentation équilibrée améliorent considérablement le sentiment d'appartenance et cela a des répercussions dans le domaine scientifique, avec l'organisation de séminaires ouverts aux doctorants et avec des journées d'études. Cela a rejilli dans le domaine de la production puisque, à titre d'exemple, le très volumineux guide de recherche en histoire antillaise et guyanaise, constitue un pépite offerte à tous les chercheurs, au sein de l'équipe et bien au-delà. Un annuaire et un site web amélioré viennent couronner un dispositif performant. Même si l'on peut discuter de l'évolution au sein de l'EA n° 929, le dossier proposé aux experts témoigne parfaitement de l'effort réalisé dans l'intégration des chercheurs, ce dossier étoffé reflète les débats sans doute vifs depuis les mutations introduites de par la volonté de la Présidence de l'UAG d'y faire entrer des scientifiques (biochimie...) : le projet qui entérine une volonté de séparation entre historiens et géographes peut aussi être lu de manière très positive quant à l'organisation de l'unité et à sa vie interne. Reste cependant que le cadre dans lequel s'effectuent les travaux est étroit, les bureaux peu nombreux et le matériel à disposition insuffisant, de l'aveu en particulier des doctorants pour lesquels l'équipement informatique de base, hardware et software, est très restreint.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Adossée aux deux masters, mention histoire et mention géographie, dans l'École Doctorale n° 260 « Santé, environnement et société dans les Amériques », la formation est en adéquation avec le projet de recherche. L'EA n° 929 permet de former de futurs chercheurs et insère les doctorants dans son dispositif, effort méritoire dû à sa directrice dans le cadre de la gouvernance partagée qu'elle a pu mettre en place. Les enseignements dispensés dans les deux mentions ouvrent sur les grandes thématiques abordées dans le cadre des recherches ; les thèses sont conformes à l'offre avec parfois des redondances entre les sujets, principalement en histoire (ce qui suppose un déficit de dialogues entre les directeurs de thèse). Lors de l'audition des doctorants, si dans l'ensemble l'intégration des jeunes chercheurs a paru bonne, ces derniers ont regretté les médiocres conditions matérielles dans lesquelles leurs travaux se développent : pénurie de local dédié, médiocrité du matériel informatique et nécessité pour les jeunes doctorants de s'auto-former, ne serait ce que par l'achat de logiciels. Ceci peut expliquer la trop longue durée des thèses, même pour les sciences humaines et, de ce point de vue, il est à craindre que l'écart entre les géographes et les scientifiques (chimie, biochimie...) ne s'aggrave et ne constitue une difficulté majeure dans le contexte du futur projet ECOCARIB/BIOSPHERES. L'encadrement des thèses est jugé correct par la plupart des doctorants, même si certains regrettent de ne pas voir suffisamment leur directeur. Là encore, cela peut expliquer la durée des thèses, outre le fait que les débouchés (généralement mal connus) sont appréhendés avec un certain fatalisme. Ce qui renvoie toutefois au caractère pluri-insulaire de l'université, aux difficultés de gestion d'une école doctorale peu dotée de moyens. L'audition du Vice-président de l'université, par ailleurs adjoint de la directrice de l'école doctorale, n'a pas vraiment levé les doutes des experts.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

Ainsi que le projet est écrit, la perspective est celle de la scission de l'EA en deux entités, en vue d'un recentrage disciplinaire et thématique. C'est dans cette optique qu'il faut apprécier les deux projets futurs.

Du côté des historiens, les propositions resserrent le projet sur l'histoire et l'archéologie, projet bien construit, ambitieux intellectuellement, prenant une dimension internationale plus marquée, par consolidation des liens caribéens et ouverture à des chercheurs africains. La thématique inscrit les dynamiques historiques de la Caraïbe, territoires, sociabilités, patrimoines en son cœur, dans une logique de continuité avec le présent contrat en appuyant la réflexion sur des jeux d'échelles, allant de la grande échelle paroissiale (par exemple) à la petite échelle des approches comparées, élargissant l'espace (histoire atlantique impliquant largement l'Afrique) pour intégrer les thématiques (histoire coloniale, maritime...). La liste des publications conforte l'idée que le projet est viable, même si la "modernité" qui va de l'arrivée des premiers espagnols à l'essor des îles dans la grande plantation sucrière, est trop peu apparente, faute sans doute de spécialiste (une question de recrutement...). Sans doute serait-il souhaitable que des liens puissent aussi s'établir, au sein même de l'UAG, avec des chercheurs (des équipes) travaillant sur la créolisation, l'interculturalité (linguistes du Centre de Recherches Interdisciplinaire en Langues, Lettres, Arts et Sciences Humaines, CRILLASH), des juristes également, voire des politologues. Une telle démarche d'ouverture oblige (par le biais des dynamiques spatio-temporelles) à ne pas totalement rompre les liens avec les géographes ou du moins avec ceux des géographes qui peuvent se sentir à l'aise à l'interface de la recherche, celle, par parenthèse, où des progrès sont potentiellement possibles. L'équipe a un potentiel que ces rapprochements devraient valoriser. L'écrire, c'est aussi donner un signal à l'université elle-même.

Du côté des géographes, si le projet est ambitieux, convaincant sur le papier plus qu'à l'audition du porteur de projet, il reste incertain. Le programme tend à beaucoup couvrir du champ de la recherche sans que l'on sache toujours qui fera quoi (on peut à la fois regretter l'absence de toute référence bibliographique pour des chercheurs qui rejoindraient l'équipe en constitution, tout comme le fait que le dossier ne comporte aucune des thèses en préparation). Certes, les conditions requises par l'évaluation pouvaient en partie en être la cause, mais cela oblige, en quelque sorte, à donner une sorte de chèque en blanc au porteur de ce projet, excellent scientifique dont l'insertion en particulier en Martinique est forte. Quant au rapprochement avec les scientifiques, chimistes, biochimistes en particulier, on voit combien il pourrait être fécond, dans la recherche appliquée surtout ; mais n'est-ce pas aussi une volonté de l'équipe en place à la Présidence de renforcer les sciences sur le pôle de Schoelcher. La vice-présidente ne l'a pas vraiment caché lors de l'audition, puisqu'elle a indiqué que le redéploiement des postes se fera au profit des enseignements du premier cycle et donc contribuera au développement des sciences expérimentales. En sorte qu'il y a, d'un côté, un projet intellectuellement séduisant mais, de l'autre, également certaines zones d'ombre. Trois axes, si larges cependant qu'on peut se demander si le nombre de chercheurs peut suffire à les alimenter (ou dit d'une autre manière, s'il n'y a pas là autant de niches de recherche), 8 "entrées" et plus encore de "sous-thèmes" : c'est peut-être trop, même si la cohérence d'ensemble est convaincante. Il faut noter que les orientations autour de la biodiversité dans toutes ses composantes, avec une forte insertion dans les Caraïbes sont particulièrement bien venues. Reste un assemblage où l'implication plus forte de structures extérieures (ONF, IFREMER, IRD...) devrait être plus apparente pour étoffer les forces de l'équipe et éviter que l'on lise de manière trop évidente un lien circonstanciel entre les géographes et les biochimistes.

Ce message doit être lu par la Présidence : faut-il créer ainsi une seconde équipe telle que l'on puisse ainsi satisfaire les ambitions des historiens et des géographes qui, manifestement, considèrent qu'ils ne peuvent plus travailler ensemble. Un tel constat ne va pas vraiment dans le sens des travaux menés en commun lors du contrat en voie d'achèvement, et vient à l'encontre des efforts de consolidation de la structure de recherche ces dernières années. C'est sûrement regrettable et, en tout cas, c'est une incontestable prise de risque. Dans cinq ans, on pourra voir si l'évolution s'est faite pour les géographes dans le sens d'une meilleure intégration avec d'autres scientifiques (chimistes, biochimistes, spécialistes des SVT), d'une ouverture porteuse pour les Antilles par une recherche à la fois fondamentale et débouchant sur des applications qui sont pour l'heure embryonnaires. Le projet est collaboratif puisqu'un lien évident apparaît avec la spatialisation des espèces végétales étudiées (géographie) et l'étude des espèces végétales dans leur environnement (profils écosystémiques). Pour les historiens, le risque (assumé) pourrait être celui d'un enfermement entre spécialistes : il convient donc d'insister sur les liens plus forts à tisser avec les chercheurs d'autres équipes (à propos de la créolisation par exemple), au sein de l'UAG et dans l'espace caribéen tels que l'ouvrage sur l'habitation-plantation en donne un bon exemple (...avec les géographes).

4 • Déroulement de la visite

Date de la visite :

Début : Mercredi 5 février 2014 à 8h00

Fin : Mercredi 5 février 2014 à 14h30

Lieu de la visite

Institution : Bâtiment du Pôle Universitaire Régional de La Martinique

Adresse : Campus Schoelcher
BP 7209 97275 Schoelcher cedex

Deuxième site éventuel

Institution : AERES (pour la visioconférence)

Adresse : 20 rue Vivienne, 75002 Paris

Déroulement ou programme de visite

- 8H00/8H45 : réunion à huis clos des experts pour l'harmonisation de la préparation de la visite. (13H00/13H45 en métropole, site AERES)
- 8H45/9H15 : entretien avec la représentante de la tutelle. (13H45/14H15 en métropole)
- 9H15/9H30 : entretien avec le directeur de l'école doctorale. (14H15/14H30 en métropole)
- 9H30/11H00 : bilan de l'unité (15 à 20 minutes maximum de présentation, pour laisser le plus de temps possible au dialogue (les experts ont lu attentivement les différents rapports). (14H30/16H30 en métropole)
- 11H00/11H45 : réunion en tête à tête avec les doctorants. (16H00/16H45 en métropole)
- 11H45/13H00 : présentation du projet. Le maximum de temps sera consacré à la discussion. (16H15/18H00 en métropole)

Points particuliers à mentionner

Rencontre en tête à tête du délégué scientifique et du président, le lundi 3, mardi 4 et mercredi 5 février 2014, avec les trois directeurs anciens et pressentis, M^{me} Françoise PAGNEY- BENITO-ESPINAL, M. Jacques DUMONT, M. Philippe JOSEPH.



5 • Observations générales des tutelles



AIHP – GEODE EA 929

**Archéologie Industrielle, Histoire, Patrimoine-
Géographie, Développement, Environnement de
la Caraïbe**

Schoelcher le 12 mai 2014

F.Pagney Bénito-Espinal

Directrice de l'EA 929 AIHP-GEODE

Référence AERES : S2PUR150009293- AIHP- GEODE - 9710585J

Objet : Réponse de l'EA 929 AIHP-GEODE à l'AERES

Observations de portée générale

Les membres du comité de direction de l'EA 929 tiennent à remercier les experts de l'AERES qui ont su analyser le laboratoire avec pertinence et une compréhension fine de ses forces et de ses fragilités. La réponse qu'ils apportent est destinée à fournir les précisions qui manquaient dans le dossier écrit de projet pour l'EA 929 et dans l'exposé des perspectives. Cette réponse s'appuie principalement sur l'évolution des réflexions et des dynamiques engagées durant les derniers mois au sein de l'EA, porteuses de perspectives à venir et tente de combler les lacunes d'informations soulignées dans le rapport d'expertise.

Pourquoi une scission de l'équipe en deux entités distinctes ?

Pour les experts de l'AERES, cette stratégie aurait été adoptée notamment suite à une insuffisante intégration entre historiens et géographes et à la venue en début de contrat (2010-2014) de spécialistes de sciences expérimentales. Elle constitue la principale source des interrogations et des incertitudes qu'ils expriment.

Les logiques qui avaient prévalu en 1988 à la fondation de l'EA 929 reposaient sur un couplage enseignement-recherche/histoire-géographie étroitement lié à la préparation aux concours de l'enseignement du second degré. Les recrutements des enseignants-chercheurs privilégiaient tant en histoire qu'en géographie les candidats agrégés, car dans leur service, il était attendu une participation à la préparation aux concours. Mais cette logique a beaucoup évolué et les recrutements depuis quelques années, surtout en géographie, ne suivent plus du tout cette orientation. Le fait d'être agrégé n'est plus un critère de recrutement en 23^e section

pour l'UFR LSH, et bien peu de candidats le sont désormais ! La mutualisation des enseignements entre les départements d'histoire et de géographie s'est estompée avec le temps (elle n'a toutefois fort heureusement pas disparu) et les jeunes générations issues de ces formations ont un très fort sentiment d'appartenance à des ensembles disciplinaires fondamentalement différents. La recherche ne pouvait se dissocier de cette évolution. Il faut aussi rappeler que, bien que les historiens et les géographes aient été intégrés au sein d'une Equipe d'accueil unique, en réalité l'opérationnalité de cette équipe jusqu'au contrat en cours, reposait de facto sur deux entités autonomes, AIHP d'une part, GEODE-Caraïbe d'autre part, à tel point que l'existence de cette structure unique d'accueil était méconnue, et au final paraissait davantage comme une clé d'accès à la reconnaissance du Ministère de l'enseignement supérieur que comme une réalité de synergie de recherche. Certes, des activités, mutualisées du reste avec d'autres Sciences Humaines et Sociales, ainsi qu'avec des littéraires avaient bien pu voir le jour, mais il s'agissait dans l'ensemble d'actions ponctuelles, minoritaires dans un ensemble de productions scientifiques avant tout parallèles et mono-disciplinaires. L'EA 929 associant historiens et géographes tendait à constituer une singularité dans le paysage actuel de la recherche française. En effet, si ce type de rapprochement existe bien du point de vue pédagogique, il a eu tendance à disparaître progressivement au cours des dernières années dans le domaine de la recherche, du moins dans certaines universités.

D'indéniables efforts de mutualisation de la recherche entre les historiens et les géographes furent réalisés durant le contrat 2010-2014. Ils soulignent la volonté de répondre au projet unique validé pour le contrat en cours et ont abouti à des co-constructions telles que le séminaire sur les PAM, avec des synergies et des confrontations d'angles d'approche. Ils n'ont pas pu, c'était inévitable, éviter les recherches strictement spécialisées, du reste indispensables à la qualité de la production scientifique. Le fait d'aboutir à une scission ou à un recentrage sur deux équipes, ne signifie pas pour autant que cette dynamique d'ouverture voulue pour le présent contrat, et actée dans quelques domaines, soit abandonnée, au contraire. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la scission proposée entre AIHP et ENSOCARIB/BIOSPHERES, s'inscrit en fait avant tout dans une démarche de cohérence scientifique, de délimitation plus resserrée des périmètres de recherche. Elle n'exclut nullement des ouvertures et des synergies potentielles, toutefois non plus sur une thématique très large comme ce fut le cas du projet en cours sur les identités caraïbes, mais sur des thèmes ou projets ciblés et circonscrits, avec collaborations et partenariats. Les rapprochements entre historiens et géographes ne sont donc pas du tout abandonnés. Il est bien prévu qu'ils continuent à l'avenir non plus selon une logique majoritairement de gestion d'unité de recherche, mais bien scientifique. Un projet ciblé sur les villes de la Caraïbe, à l'initiative de D. Rogers, MCF en histoire, intégrera inévitablement des géographes.

Une stratégie d'ouverture de l'équipe AIHP sous forme de partenariats vers d'autres champs des sciences ou disciplines historiques ainsi que vers la géographie.

Les membres d'AIHP ont une stratégie d'ouverture dans le champ des sciences ou disciplines historiques (LIA CIRESC, GIS histoire maritime, dépôt de projet ANR avec le MASCIPO, augmentation conséquente du nombre de chercheurs-associés et de l'attractivité de l'équipe) et d'approche pluridisciplinaire sur une logique de projets scientifiques en adéquation avec la structure actuelle du monde de la recherche et de ses modes de financement. Ainsi, un projet sur les villes caribéennes vient d'être mis en place sous la direction de D. Rogers regroupant historiens et archéologues mais aussi bien entendu des géographes et d'autres spécialistes des sciences du social. Au premier séminaire du 13 mars 2014 sur ce projet intitulé "Les territoires de la ville", Colette Ranély Vergé Dépré en a rejoint l'équipe des porteurs (Dominique Rogers, Roméo Terral et Jean-Sébastien Guibert) pour représenter les géographes. Ont également participé à cette journée, Anne Péné-Annette, Christian de Vassoigne et Christian Jean-Etienne, tous géographes. Il y a là, la preuve évidente de synergies sur des programmes ciblés comme ce fut le cas pour les PAM, et un mode de fonctionnement qui conforte les dynamiques pluri voire transdisciplinaires comme le veut la recherche actuelle.

De la même façon un rapprochement avec l'UMR 8053 CRPLC a été mis en place dans le cadre d'un séminaire de Master. Une collaboration avec d'autres spécialistes des sciences sociales est aussi envisagée. Elle répond davantage à des logiques de recherche pour les historiens que les rapprochements initiés avec les biologistes dans la configuration actuelle de l'EA 929. La mise en place d'une équipe solide et cohérente dans le domaine des sciences historiques nous semble donc plutôt porteuse de riches partenariats que d'un potentiel enfermement.

Le confortement du pôle disciplinaire archéologique et la question de la première modernité

Les rapporteurs soulignent avec raison la faiblesse du pôle disciplinaire archéologique au sein de l'équipe qui ne repose de fait que sur un unique enseignant-chercheur. Conscients de cette réalité, les membres de l'équipe ont mis en place une stratégie à plusieurs niveaux afin de renforcer ce pôle au sein d'une future EA 929 recentrée sur les sciences historiques. Ainsi, une convention de partenariat scientifique vient d'être signée avec l'Institut National de Recherche en Archéologie Préventive, afin que les chercheurs du pôle Antilles-Guyane de cet institut puissent intégrer l'EA 929 et renforcer ainsi sa capacité de recherche et de réponse à différents appels d'offre. Par ailleurs, l'EA 929 accueille pour deux années une chercheuse post-doctorale spécialiste d'archéologie coloniale. Elle est originaire de l'Université de Montréal et sa présence au sein de l'EA 929 est financée par une bourse du Fond de Recherche du Québec-Société et Culture. Enfin, une politique de recrutement volontariste devrait permettre le recrutement prochain d'un enseignant-chercheur dans cette discipline.

Les rapporteurs remarquent aussi justement l'absence au sein de l'équipe de spécialiste de la première modernité. Cette faiblesse était déjà soulignée par le précédent rapport. Malheureusement, il s'agit d'une spécialité rare. Ainsi, lors des dernières procédures de recrutement en histoire moderne aucun candidat de qualité correspondant à ce profil ne s'était

présenté. Conscient qu'il s'agit d'une réelle difficulté et dans l'attente d'un éventuel recrutement, seule la mise en place d'une politique de coopération avec des collègues rattachés à d'autres équipes autour de projets spécifiques semble pouvoir y pallier. L'équipe doit s'enrichir de deux nouveaux maîtres de conférences recrutés pour la rentrée de septembre 2014.

Une gouvernance d'AIHP qui reprend les acquis du contrat en cours

Le rapport souligne - à juste titre - les progrès réalisés dans la gouvernance générale de l'équipe. Prolongeant cette dynamique, l'équipe AIHP sera constituée autour d'un comité de direction : directeur et directeur adjoint (qui répondent non à une logique disciplinaire histoire et archéologie comme dit dans le rapport, mais plus de géographie politique permettant une meilleure prise en compte des présences territoriales des chercheurs, en Guadeloupe et Martinique). Deux fonctions nouvelles ont été précisées et font l'objet d'un engagement de deux enseignants-chercheurs : relations internationales, groupes et organismes de recherche, fonction acceptée par Mme Dominique Rogers, et communication (interne et externe) prise en charge par Mme Christelle Lozère, avec le développement entre autres, du site web de l'équipe. Un comité de thèse, prévu et faisant suite aux réunions collectives annuelles regroupant chercheurs et étudiants (thèse et masters) a été mis en place après la visite des experts. Il est présidé par le professeur Nenad Fejic. Il est constitué de l'ensemble des directeurs de thèse et co-encadrants de doctorat, et se propose de jouer un rôle actif également pour les préparations d'HDR, deux devant avoir lieu sous trois ans. Ce comité a pour mission, sans se substituer au directeur de thèse, d'améliorer l'encadrement par une pratique de la collégialité, un suivi de l'avancée de chaque projet doctoral et une meilleure adéquation entre ces projets individuels et ceux de l'équipe.

Une nouvelle unité (ENSOCARIB/BIOSPHERES), regroupant des géographes, des spécialistes de sciences expérimentales et d'autres sciences humaines : quelles logiques de recherche, quelle place pour la géographie ?

Le rapport d'expertise de l'AERES est très explicite quant aux interrogations et incertitudes que suscite l'avenir de cette nouvelle unité. Il est vrai que les orientations de la politique d'établissement exprimée par les responsables de l'UAG vont plutôt dans le sens d'un renforcement du pôle scientifique de la Martinique, avec mise à disposition de postes d'enseignants-chercheurs, en appui du projet ENSOCARIB/BIOSPHERES, avec le risque d'une marginalisation de la géographie principalement de son volet humain et d'une intégration-absorption progressive des géographes naturalistes par les sciences "dures". Pourtant, la dynamique enclenchée durant les derniers mois par la cellule potentielle ENSOCARIB/BIOSPHERES est riche d'éléments porteurs pour l'avenir et ce, à plusieurs titres, sans que la marginalisation d'un champ disciplinaire au profit des autres soit effective mais au contraire avec une réelle complémentarité des spécialités.

Une équipe ENSOCARIB/BIOSPHERES resserrée autour de thèmes de recherche partagés

L'intégration de deux nouveaux MCF en 23^e section en octobre 2013 (Lucie Dejouhanet recrutée au département de géographie et Anne Péné-Annette à l'ESPE), dans le cadre d'un véritable renouvellement de génération (la « transition démographique » évoquée dans le rapport) a contribué à redresser la crise difficile que traversait la géographie par des départs successifs et massifs à la retraite. Ce renversement de tendance très positif auquel nous assistons est conforté par la participation très active aux réflexions et aux actions de cette cellule, de Pascal Saffache, ex président de l'Université des Antilles et de la Guyane, de retour au département de géographie, ainsi que par l'engagement de Philippe Joseph (membre de l'UMR Espace-Dev) en prévision de sa direction de la nouvelle équipe. La pertinence des recrutements apparaît avec particulièrement d'acuité dans le cas de cette cellule de réflexion. Les deux nouvelles collègues MCF qui n'étaient pas encore recrutées à la date de rédaction du dossier écrit bilan et projet, s'investissent avec beaucoup de bonne volonté et de compétence dans la vie de l'équipe. L'ensemble de ces géographes devient ainsi, avec la directrice adjointe actuelle de l'EA, Colette Ranély Vergé Dépré, qui n'a cessé de s'investir pour dynamiser l'EA, des moteurs de l'animation scientifique, représentant une relève solide, de la génération partie ou en voie de départ à la retraite. Cet investissement est porteur d'avenir et vient combler le vide que laissera le premier MCF recruté par le département de géographie dans le cadre du renouvellement des générations, dont il était clairement prévisible qu'il rejoindrait le CEREGMIA pour le prochain contrat. Cet investissement des géographes se fait notamment dans le cadre de séminaires qui se sont tenus régulièrement depuis le 9 novembre 2013, soit 6 séminaires qui ont réuni, outre les géographes, les scientifiques et spécialistes des sciences sociales, membres de l'EA 929, y compris des doctorants : ex celui du 28 mars 2014 consacré aux questions énergétiques, celui du 2 mai aux risques majeurs.

Ces séminaires, regroupant un nombre suffisant de participants pour être porteurs d'échanges mais à juste titre pas trop nombreux au risque de diluer les interventions dans des considérations trop larges, ont montré l'efficacité du projet ENSOCARIB/BIOSPHERES. De la même façon que les historiens-archéologues ont recentré leurs projets sur un périmètre de recherche bien délimité avec des partenariats et collaborations ciblés, les membres d'ENSOCARIB/BIOSPHERES (laboratoire potentiel) ont engagé une dynamique de réflexion et de recherche sur les trois axes présentés dans le projet (dossier écrit et présenté lors de la journée d'expertise par Philippe Joseph). Nous tenons à souligner que le cadre général de la recherche (Environnement-Sociétés dans la Grande Caraïbe : Connaissance, gestion des ressources, des milieux naturels et anthropisés), intègre pleinement les regroupements disciplinaires des membres de l'équipe potentielle, en donnant à la géographie toute sa mesure, y compris à la géographie humaine dont la place demeure plus que jamais essentielle. Les trois axes de recherche déclinés à partir du thème général ont été approfondis, voire revisités et font notamment l'objet de projets précis dont les contenus figurent en annexes. Ils regroupent des spécialistes tant des SHS que des sciences expérimentales, car les thèmes de recherche sont réellement fédérateurs et les regroupements SHS/Sciences de la vie et de la terre ont un sens dans le cadre de la recherche actuelle. Les réserves émises dans le

rapport de l'expertise sur le projet d'ENSOCARIB/BIOSPHERES, comportant des axes aux contenus trop larges pour le nombre limité de chercheurs sont certes tout à fait recevables car l'avenir conçu par les membres de l'équipe reste à construire. Cependant il est clair que les projets ne pourront se réaliser sans partenariats. Aussi, les thèmes déclinés dans le projet d'ENSOCARIB/BIOSPHERES se conçoivent comme des projets ciblés et circonscrits eux aussi, dont les membres de l'équipe seraient les porteurs ou co-porteurs. Il est évident que la recherche ne peut plus se construire sans partenariats. Aussi les recommandations exprimées dans le rapport, dans le sens d'une ouverture à d'autres institutions des DOM et de l'espace Caraïbe voire du continent américain (du Canada au Brésil) sont non seulement justifiées mais leur mise en pratique est effectivement prévue dans la stratégie globale de l'unité potentielle ENSOCARIB/BIOSPHERES.

La question cruciale des moyens

Le rapport sur le bilan de l'unité mentionnait les moyens dérisoires mis à disposition des membres de l'équipe sur le pôle Martinique, tout particulièrement les locaux de la Faculté des Lettres et Sciences humaines. Il était clairement affirmé qu'ils ne pouvaient pas constituer une structure d'accueil digne de ce nom pour des doctorants qui avaient besoin de lieux d'échanges et de moyens informatiques accessibles. Le rapport des experts souligne à juste titre ces carences. La question cruciale du poste d'IGR laissé vacant par le départ à la retraite de Bernard Gandrille était évoquée dans le dossier bilan avec toutefois l'espoir de la mise au concours prochaine d'un poste d'IGE. En attendant, une IGE en CDD a été recrutée pour six mois, présente lors de la journée d'expertise. Elle a réalisé à ce jour, avec le Centre de Ressources Informatiques de la Martinique, un remarquable travail de remise en état du matériel laissé en souffrance, d'installation de logiciels spécialisés tant à destination de l'enseignement que de la recherche, et d'accompagnement.

Mais là se pose à nouveau la question du poste mis au concours. Elle implique la politique générale de l'établissement. Alors que le support financier pour un IGE était très largement disponible, la politique de gestion de l'établissement privilégiant les promotions du personnel en place, le poste IGR a été remplacé par un ASI !! Cette évidente **régression** malgré les nombreuses démarches menées pour sauver ce poste, à juste titre affecté à la formation et à la recherche en géomatique, indispensable tant à la géographie qu'aux sciences expérimentales, voire à l'histoire, ne serait-elle pas à rapprocher quelque peu du climat délétère et chargé d'incertitudes institutionnelles de la gestion de l'établissement ? Si le rapport des experts de l'AERES souligne le questionnement adressé à la présidence de l'établissement qu'implique la demande de scission de l'EA 929 en termes de politique générale, les membres de l'équipe confirment leur ferme intention de ne pas se laisser déstabiliser par une situation au niveau de la tutelle que les actuels rapports de force antagonistes contribuent largement à fragiliser. Les demandes de financement pour les programmes de recherche à venir comporteront comme c'est déjà le cas pour les projets en cours des sciences expérimentales, des financements pour des services d'ingénierie.

En guise de conclusion

Les experts de l'AERES ont, comme il était inévitable de le faire, émis des réserves. Elles portent principalement sur l'avenir, laissé aux acteurs des deux entités en possible voie de séparation, et plus particulièrement sur la viabilité d'ENSOCARIB/BIOSPHERES. Le risque de repli des sciences historiques (et archéologiques) sur elles-mêmes nous semble à nous, directrice de l'EA 929 pour le contrat en cours, totalement improbable. La dynamique de recherche des membres d'AIHP, basée sur le socle exceptionnellement solide de ses fondations (le rôle capital du Professeur Danielle Bégot dans cette construction ne peut ici qu'être salué avec tout le respect qu'il mérite) est enclenchée. Elle ne peut que continuer sa montée en puissance. Elle repose sur des individualités scientifiques fortes, compétentes, complémentaires les unes des autres. AIHP a désormais atteint une taille critique de parfaite viabilité, aux côtés d'autres structures de recherche plus hétérogènes. L'avenir prouvera que la confiance qui leur a été accordée était méritée.

Pour ce qui est d'ENSOCARIB/BIOSPHERES, il est clair que les preuves de la dynamique unitaire dans le respect des compétences et de leur complémentarité resteront à faire. Cependant dans cette équipe qui renaît sous une forme nouvelle de bien des vicissitudes, d'indiscutables forces se sont révélées lors du contrat en cours. Les compétences scientifiques sont là elles aussi. Elles s'exprimeront pleinement car les problématiques auxquelles elles répondront, loin de se limiter aux contingences locales et régionales, sont du ressort du fondamental et du global. Quel sens la recherche aurait-elle si elle ne tendait à fournir des éléments de réponse à des questionnements sociétaux et environnementaux qui engagent fortement un avenir particulièrement chargé d'incertitudes?

Les informations qui suivent sont destinées à répondre aux réserves des experts de l'AERES sur ENSOCARIB/BIOSPHERES et à fournir les informations complémentaires qu'ils ont suggérées. Aussi rentrent-elles dans une rubrique annexe.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Annexes.

1. Les thèmes de recherche d'ENSOCARIB/BIOSPHERES

Axe 1 : Connaissance, valorisation de la biodiversité

Responsables : Juliette Smith-Ravin, Philippe Joseph

Membres participant : Odile François-Haugrin, Lucie Dejouhanet, Marie Féliot-Rippeault, Loïk Sylvius, Laurent Marlin, Louis-Félix Jo, Charles-Christophe Jean-Louis.

Thématique :

Ces dernières décennies, les interférences entre l'environnement naturel et humanisé sont de plus en plus complexes et de plus en plus marquées à mesure que les pressions humaines s'intensifient sur les milieux, principalement sur les milieux insulaires, très fragiles. On assiste dans la Caraïbe, depuis le milieu du XXe siècle, à la seconde mutation majeure de l'environnement après les premières modifications dues à la colonisation et aux défrichements qui en ont résulté. Cette récente mutation est provoquée par des densités humaines jamais atteintes dans le passé. Il en découle la nécessité d'une recherche continue, d'une veille, d'un suivi scientifique des milieux, quels qu'ils soient, faiblement ou fortement marqués par l'homme.

La biodiversité est actuellement l'un des principaux enjeux planétaires et en l'occurrence elle est de nature à permettre des coopérations scientifiques notamment entre les universités de la Grande Caraïbe. Une charte de coopération a été signée en avril 2014 entre la Région Martinique et l'Etat du Para au Brésil concernant la Biodiversité et l'Energie. Dans cette perspective, une première mission à l'université fédérale du Para a permis de dégager deux axes : l'étude des écosystèmes végétaux et la valorisation de leurs ressources.

La recherche de ce premier axe comprendra plusieurs volets complémentaires les uns des autres :

- ✓ **Compréhension des structures et des fonctions des écosystèmes et des paysages (P. Joseph, Kevin Baillard : Doctorante, Emma Modestin : Doctorante, Stella Saturnin : Doctorante)**

Cet axe a pour finalité première la compréhension des structures, des fonctions et de l'évolution des écosystèmes et des paysages au regard du changement climatique et de l'anthropisation. Il intègre une réflexion sur la résilience des milieux. Ceci se place dans la perspective de concevoir des indicateurs et des bases de données spatialisés pouvant aider à la valorisation des ressources biocénétiques et à la mise en place d'outils de gestion territoriale. Axe potentiel de développement territorial, la valorisation immatérielle et matérielle des richesses biologiques implique la protection des biotopes au regard de l'anthropisation et des espèces invasives ou envahissantes qui aujourd'hui constituent l'un de ses effets les plus dramatiques.

✓ **Gestion de la biodiversité**

**(Philippe Joseph, Lucie Dejouhanet, Marie Féliot-Rippeault, Kevin Baillard :
Doctorante/ Lionel Hirep : Doctorant)**

La biodiversité est un atout pour les territoires caribéens ; elle en constitue à la fois une richesse et un potentiel pour le développement d'activités liées à sa valorisation. Cet axe développe une approche pluridisciplinaire sur les services écosystémiques apportés par les ressources naturelles des territoires de la Grande Caraïbe.

La qualité de l'environnement et la protection de la biodiversité sont des éléments primordiaux dans la gestion des territoires insulaires et continentaux de la Grande Caraïbe. Les spécificités des espaces caribéens, l'occupation humaine dense et la relation particulière de leurs sociétés à leur environnement rendent nécessaire la réflexion scientifique sur la construction de moyens et outils adaptés pour la protection de la biodiversité et son usage durable par les sociétés. Les réserves naturelles et les aires protégées sont des outils essentiels de la gouvernance territoriale qui doivent impérativement prendre en compte les représentations et pratiques des populations.

✓ **Valorisation de la biodiversité**

(Lucie Dejouhanet, Odile François-Haugrin, Juliette Smith-Ravin, Marie Féliot-Rippeault, Louis-Félix Jo, Laurent Marlin, Charles-Christophe Jean-louis)

L'utilisation excessive de produits dérivés de l'industrie chimique, la dégradation de la santé des populations en lien avec la généralisation des maladies chroniques, la tendance observée à rechercher des remèdes plus naturels aux maux du quotidien ont suscité une dynamique scientifique de valorisation de la biodiversité. Les industries pharmaceutiques et cosmétiques se sont déjà engagées dans le développement de ce potentiel. L'axe du laboratoire s'inscrit aussi dans ce champ : à travers des projets déjà réalisés ou à venir, les recherches en sciences expérimentales opèrent un criblage des potentialités des ressources chimiques des plantes, dans une optique de recherche appliquée. L'objectif est le dépôt de brevets et la création de

partenariats avec des industries locales pour le développement de nouveaux produits innovants. La mise en place de filières durables écologiquement et économiquement valorisant des produits issus de la biodiversité découle également de cette recherche en sciences expérimentales et constitue une opportunité pour un développement régional.

L'exploration des potentiels pharmacologiques de plantes utilisées traditionnellement par des sociétés nécessite une réflexion éthique et engagée sur les modalités de cette recherche. La question des droits de propriété intellectuelle, du partage des avantages et des conditions de l'exploitation industrielle de ces plantes en contexte postcolonial est aujourd'hui cruciale pour le développement des économies caribéennes ; il constitue un élément important de l'approche pluridisciplinaire de cette recherche.

Synthèse des thématiques de recherche :

- Connaissance de la biodiversité
 - o Inventaires / Spatialisation (SIG) / Dynamique des populations
 - o Profils écosystémiques
 - o Résilience écosystémique
 - o Phytochimie
 - o Activités biologiques
- Gestion de la biodiversité
 - o Aires protégées
 - o Durabilité des filières
 - o Démarche éthique
- Valorisation de la biodiversité
 - o Recherche appliquée / Criblage des potentialités d'exploitations / Brevets et PI
 - o Approches pluridisciplinaires des services écosystémiques
- Responsabilité sociétale
 - o Représentations et pratiques
 - o Choix de politique de gestion (cadre institutionnel et légal)
 - o Accompagnement aux changements de comportements

Projets en cours et à venir

1. Les effets des aléas climatiques et de l'anthropisation sur les dynamiques floristiques

Chef de projet : Philippe Joseph

A- Objectif

L'objectif général est de mettre en place une recherche pluridisciplinaire concernant les écosystèmes forestiers. Ce projet de recherche scientifique s'inscrit dans plusieurs thématiques qui intègrent les principaux aspects structuraux et fonctionnels des sylves de la Grande Caraïbe. Seront considérés, les dynamiques spatiales et temporelles des biosystèmes « Forêts », les rapports systèmes édaphiques-végétations, les espèces introduites potentiellement invasives. Ces dernières constituent un véritable risque écologique, pouvant comme ailleurs dans la Biosphère, nuire au développement sociétal.

La mise en place de placettes permanentes¹ de suivi des éléments ci-dessus mentionnés constitue l'un des axes forts de ce programme. Ainsi, quelques indicateurs biologiques (épiphytes, épiphylls, dynamiques morphogénétiques et physiologiques par exemple) et mésologiques permettront de mesurer les effets conjugués du climat et des activités humaines. Les méthodes combinées des sciences telles que la biogéographie, la botanique, l'écologie, la pédologie et la géomatique conduiront à une approche globale ou systémique de la biodiversité sylvatique².

Par ses différents niveaux de complexité, la végétation forestière de la Caraïbe d'aujourd'hui est un cadre pertinent de recherche scientifique pour approcher les modifications de la biodiversité induites par effets des aléas climatiques et de l'anthropisation. La constitution d'une base de données est également une des visées primordiales de ce projet. Ceci pour mieux harmoniser à long terme, dans la perspective du développement durable, les dynamiques sociétales et celles des milieux naturels.

En fonction des divers stades d'évolution des groupements floristiques quels sont les impacts des perturbations climatiques et des activités humaines ?

- Sur leur architecture (stratification) ?
- Sur leur structure (bio-démographie) ?
- Sur leur système édaphique notamment s'agissant des pédocénoses ?
- Sur les modalités combinatoires floristiques à court, à moyen et à long terme (dynamique spatio-temporelle des espèces et de leur régénération, stratégies écologiques) ?
- Sur la faune et les vecteurs de dispersion des diaspores (l'occasion est donnée ici de renseigner cette composante qui fut et reste encore peu étudiée) ?
- Sur la potentialisation écologique des espèces introduites ?

¹ . Le but ultime de ce projet est de mettre en place, à moyen terme, des placettes de référence bien renseignées destinées à la recherche locale, nationale et internationale.

² Et ceci selon une approche diachronique.

B- Les grands traits de la méthodologie

Il s'agit de suivre l'évolution de la biodiversité des principaux compartiments de l'écosystème forestier (phytocénoses, zoocénoses, systèmes édaphiques) et d'identifier leurs dynamiques « interfaciales ». Le développement morphogénétique des principaux taxa, le suivi des successions floristiques, les modalités de dispersion des diaspores par les vecteurs animaux et par le vent sont autant d'éléments qui permettront une caractérisation spatiotemporelle des différentes unités écosystémiques de référence³. Celles-ci seront représentatives de tous les bioclimats et stades d'évolution.

C - Partenaires plausibles

- ONF,
- IRD,
- Conseil Général, Conseil Régional,
- UAG (Laboratoires Sciences exactes),
- Autres Universités et laboratoires publics français mais également caribéens,
- Université du Para (Brésil).

2. Valorisation du projet antérieur sur la goyave

Chefs de projet : Juliette Smith-Ravin et Odile François-Haugrin

Au cours du contrat précédent, l'équipe AIHP-GEODE-Biosphères a initié un programme de recherche sur les Plantes Aromatiques et Médicinales (PAM) qui s'inscrit dans le projet régional de mise en place d'une filière structurée dans ce domaine. Dans ce cadre, elle a focalisé ses travaux de recherche sur la valorisation des potentialités d'une agro-ressource : la goyave (*Psidium guajava*). La connaissance empirique de ce fruit l'a incitée à déterminer sa valeur nutritionnelle par des critères scientifiques et un des microconstituants isolé, le lycopène, fait l'objet de tests *in vitro* pour ses propriétés sur la santé humaine.

Les transformateurs font de **l'innovation** l'un des axes majeurs de leur développement. Ainsi, la transformation industrielle de la goyave constitue, elle aussi, une alternative intéressante à

³ Dans certaines stations, des appareils de mesures instantanées permettront de suivre les variations journalières, mensuelles, annuelles et interannuelles de la température, de la pluviométrie, de l'hygrométrie, de l'évaporation, etc.

la valorisation de ce fruit, avec à terme l'objectif de proposer aux consommateurs des produits de seconde transformation innovants, et à forte valeur ajoutée.

Ce projet a reçu **l'accompagnement d'un partenaire industriel local**. La démarche expérimentale mise en œuvre, de la connaissance à la valorisation, peut s'appliquer à toute étude concernant des composés de la biodiversité marine ou végétale de notre environnement et l'équipe s'appliquera à multiplier ce genre d'études.

3. Approche géographique des filières de valorisation des PAM.

Chef de projet : Lucie Dejouhanet

Ce projet de recherche s'intègre dans la dynamique d'équipe autour des PAM et de leur valorisation au sein des territoires caribéens, dans un contexte où les recherches sur les PAM sont déjà très développées grâce aux travaux du réseau TRAMIL et, en Martinique, du PARM (Pôle Agroalimentaire Région Martinique). Ce projet vise à compléter les connaissances écologiques et biochimiques des plantes par une étude de l'organisation socio-spatiale autour de l'exploitation des plantes médicinales et de leur gestion à long terme.

Problématiques :

-La comparaison de filières existantes et en construction des PAM dans la Grande Caraïbe, et plus largement dans d'autres pays où ces filières sont importantes (Inde, Brésil), montre-t-elle des évolutions similaires ? Quels sont les éléments contextuels qui influent sur l'efficacité des filières ? Quels sont les obstacles et atouts pour la mise en place de filières durables et justes ?

-Quelle méthodologie de construction de filières et de réseaux de production de produits dérivés des PAM peut être développée, en prenant en compte les spécificités des territoires caribéens ?

-Comment peut-on établir un partage juste des avantages liés à l'utilisation des plantes et connaissances traditionnelles et un réel développement des territoires caribéens grâce à leurs ressources biologiques ?

- Comment mettre en place un accompagnement des industries locales (PME essentiellement) dans leur projet de valorisation des plantes ?

Méthodologie et finalité de la recherche :

- 1) Identification des filières liées aux plantes produites dans la Caraïbe et évaluation de leur niveau de structuration. Comparaison avec les filières connues dans des pays émergents. Typologie des filières et évaluation de leur degré de formalité.
- 2) Mise en évidence du système d'acteurs impliqués dans ces filières et de son mode de fonctionnement. Le travail se fera à plusieurs échelles, certaines filières fonctionnant sur des échanges à l'échelle mondiale, d'autres à une échelle plus locale ou régionale.
- 3) Identification avec les partenaires des plantes des Antilles françaises pouvant faire l'objet d'une valorisation économique. Accompagnement de projets de développement de filières innovantes et construction d'une méthodologie appropriée.

Partenaires pressentis :

-Réseau TRAMIL

-PARM

-Chambres d'Agriculture

-PME spécialisées dans la transformation des plantes locales

Calendrier :

Séquence 1 : Missions de terrain : identification des filières porteuses et entretiens avec les acteurs des filières PAM (industriels, artisans, cultivateurs/cueilleurs, distributeurs, usagers), étude d'impacts du développement de ces filières (impact environnemental, social, économique, territorial)

Séquence 2 : Analyse des résultats de terrain, cartographie des filières et des usages de la biodiversité ; recherche de partenariats public/privé

Séquence 3 : Publications scientifiques ; organisation d'une journée de restitution des résultats aux acteurs/partenaires ; propositions de stratégies socio-économiques pour le développement durable des filières.

Axe 2 : Aménagement durable et mitigation

Responsables : P. Saffache, F.Pagney Bénito-Espinal

Membres participant : C.Ranély Vergé Depré, H. Pascaline, Marie-Félot-Rippeault, Vanessa Saturnin, Lucie Péronet.

La thématique a déjà été présentée dans le rapport écrit. Cet axe est essentiel à la recherche et s'inscrit dans la suite des activités consacrées aux risques majeurs durant le contrat en cours. La participation (5 mai) de ses deux responsables au colloque organisé par l'Agence martiniquaise de l'Energie et le département HSE de l'IUT, sur les risques majeurs confirme la pertinence de cet axe qui impliquera des synergies entre des membres

d'ENSOCARIB/BIOSPHERES de spécialité géographie, autres SHS et sciences expérimentales.

Synthèse des thématiques de recherche potentielles:

a- Contraintes socio-naturelles et vulnérabilités

- Analyse diachronique et synchronique des pressions humaines sur les espaces sensibles et à aléas socio-naturels
- Veille des vulnérabilités socio-environnementales et analyses multicritères des facteurs de crises
- Focus sur les crises et les catastrophes : approche systémique et utilisation des REX
- Perspectives et scénarios en rapport avec le Réchauffement Global

b- Mitigation et aménagement durable

- Gestion de crise : scénarios et réponses
- Focus sur les espaces sensibles: les littoraux. Réponses socio-spatiales aux contraintes actuelles et à venir

Ces analyses se feront pour les DROM français mais l'accent sera aussi mis sur les aspects comparatifs avec les autres espaces insulaires antillais qui présentent une similitude de contraintes avec eux. Des partenariats avec le CDMA, les cellules de gestion de crise des Etats et Pays caraïbes ainsi qu'avec l'UWI, toutes structures avec lesquelles des contacts avaient déjà été engagés lors de contrats de recherche antérieurs (notamment le programme Lenny et les programmes INTERREG IIIB) sont à poursuivre et à redynamiser. Avec Haïti, des liens forts sont déjà tissés dans le domaine de l'enseignement, qui pourront se poursuivre dans la recherche. Un partenariat a déjà été établi avec l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), l'Université Quisqueya (UniQ), le Collège Doctoral Haïtien (CDH), et l'Université Paris 8, dont le master de géographie délocalisé à Port-au-Prince fonctionne avec un membre de l'EA 929, AIHP-GEODE Caraïbe. Des échanges d'étudiants (dans les deux sens) sont envisageables: les étudiants de l'UAG pourraient parfaitement faire du terrain en Haïti (problématiques relatives aux risques naturels majeurs, aux risques en milieu urbain, problématiques d'aménagement de l'espace et environnementales) et être co-encadrés par des collègues sur place. Des étudiants et doctorants Haïtiens pourraient venir sur place à l'UAG dans le cadre d'études comparées...

Parmi les actions de recherche à venir, un projet a fait d'ores et déjà l'objet d'une demande de financements : le projet AGESARENAT. Il est destiné à réaliser une analyse qui manque encore à la connaissance de l'évolution des DROM face aux risques majeurs et aux crises subies.

Projet 2014-2017:

Analyse comparative des **GESTions** de crise dans les **Antilles** et perspectives de **REponses** aux risques **NATurels** majeurs sur les espaces sensibles

AGESARENAT

Procédure de demande de financement en cours à la Région Martinique, recherche d'autres financements

Responsables de projet : F.Pagney Bénito-Espinal et P. Saffache

Autres chercheurs de l'EA participant au projet :

Marie-Félicité Rippault (enseignante-chercheuse associée en psychosociologie) : IUT HSE (Martinique)

Lucie Péronet et Vanessa Saturnin : doctorantes

Ariane Coudert et Jean-Claude Morteau : Doctorants

Lucie Dejouhanet : MCF de géographie, spécialiste en géomatique

Emilie Lagahé : Ingénieur en géomatique

Professionnels intégrés dans la recherche

Aude Nachbaur : BRGM, Martinique

Marie-Noëlle Raveau (DEA géographie, UAG) et Joelle Groleau (Master de géographie),

Joseph Mavoungou (Docteur en géographie, UAG) : Conseil Général 972

Grégory Jabol (DEA de géographie, UAG) : Conseil Régional 972

Mario Sélise docteur (UAG) en géographie : Municipalité d'Anse-Bertrand

1. Le constat

Les DROM antillais ont subi, depuis une trentaine d'années, de multiples crises liées à l'expression d'aléas naturels divers (cyclones, tremblements de terre, inondations et glissements de terrain), alors que ces régions ont connu de fortes mutations socio-spatiales. La Martinique et la Guadeloupe ont subi depuis une trentaine d'années de multiples crises.

Parmi elles, les cyclones suivants:

-pour la Martinique : David et Frédéric en 1979 et 1980, Cindy en 1993, Iris en 1995, Lenny en 1999, Dean en 2007.

-pour la Guadeloupe : Hugo en 1989, Luis et Marilyn en 1995, Lenny en 1999, Jeanne en 2004.

A ces événements majeurs, il faut ajouter les crises liées à des manifestations plus localisées marquées par l'ampleur des effets hydrométéorologiques tels que les inondations torrentielles et les glissements de terrain de mai 2009 à la Martinique, du 5 janvier 2011 en Guadeloupe.

Ces crises d'origine climatique ne furent pas les seules. La crise sismique des Saintes (2004) dont les répliques étaient encore en cours en 2010, le séisme majeur dit « de la Martinique » de novembre 2007, furent des événements marquants qui permirent de remettre en mémoire la principale menace auxquelles ces îles sont exposées : l'aléa sismique.

Avec cette liste, loin d'être exhaustive (n'ont pas été évoquées les séquences de sécheresses passées qui sont aussi un des défis majeurs de l'avenir), il est permis d'entrevoir de fortes récurrences d'événements, certes tous différents les uns des autres, tant par leur nature que leur gravité, leur impact spatial et temporel. Dans le même temps, des événements dramatiques se sont produits sur les territoires proches : passage destructeur du cyclone Ivan en septembre 2004 sur l'île de Grenade..., éruption volcanique commencée en 1995, encore en cours à Montserrat, séisme majeur d'Haïti du 12 janvier 2010, cyclone Tomas, meurtrier sur l'île de Sainte-Lucie en 2010, pluies torrentielles meurtrières de décembre 2013 à Sainte-Lucie et Saint-Vincent..., pour ne citer que ces exemples. Ces événements, générateurs pour certains de véritables désastres, ont inévitablement touché la Martinique et la Guadeloupe. L'accueil des blessés en provenance d'Haïti a été un fait marquant de l'année 2010.

Les impacts spatiaux de ces crises sont multiscalaires : à l'échelle de la région, par exemple lors du passage de tempêtes ou d'ouragans, à l'échelle de la commune (ex les inondations à Fond Lahaye [Martinique] le 4 octobre 2010)

Ces crises se produisent dans un contexte socio-économique en mutation très rapide. En quelques décennies, nos sociétés sont passées de rurales avec des activités principalement du secteur primaire (agriculture et pêche), à urbaines et périurbaines, avec une majorité d'activités du secteur tertiaire. La croissance démographique liée au passage du stade démographique traditionnel à la maturité en passant par la transition synonyme d'explosion démographique, a aggravé les pressions sur les terres exposées aux dangers naturels, notamment sur les littoraux. Or, il s'avère que le littoral, désormais massivement construit, est un espace sur lequel pèsent bien des incertitudes liées notamment au contexte global, celui du réchauffement climatique.

Problématique

Quelle vision d'ensemble avons-nous de cette suite quasiment ininterrompue de crises?

Quelles furent les incidences en termes de réponses et de politique de réduction des risques en Martinique, en Guadeloupe et dans les îles du Nord?

En quoi ces crises ont-elles participé au développement différencié de ces DROM, ne serait-ce que par les réponses différentes en termes d'évolutions politiques et institutionnelles ?

En quoi les populations, acteurs essentiels des crises qu'elles ont à subir ont-elles des réponses similaires ou spécifiques, dues à des expériences différenciées, ou à des caractéristiques culturelles ?

Sur les espaces sensibles littoraux, quelles solutions?

La solution ne consisterait-elle pas en une vraie stratégie de repli ? Que faut-il entendre par là? Que la puissance publique pourrait exiger que chaque commune littorale bâtit un plan de repli ou de retrait de ses infrastructures vers l'intérieur des terres.

Etalés sur 10 ou 20 ans, ces plans pourraient être accompagnés financièrement.

Cette stratégie devrait être l'un des axes majeurs du SAR et pourrait s'appuyer sur le Plan Opérationnel des fonds européens...

2. Finalité de la recherche

Exploration du passé, analyse du présent pour anticiper l'avenir.

Perspectives méthodologiques inspirées entre autres des Retours d'Expérience.

Partir des DFA et étendre la recherche aux autres îles des Antilles (l'insularité impliquant des contraintes communes).

Faire des propositions en termes d'aménagement et de gestion des territoires.

3. Calendrier de l'opération

Séquence 1 :

- Constitution de l'équipe de recherche, séminaire de mise au point de la méthodologie de recherche et de son calendrier, suite aux réflexions déjà engagées en 2013 dans le cadre d'AGESTERAN.

- Poursuite de la collecte des données bibliographiques et en archives : ouvrages et articles scientifiques, ouvrages et articles sur l'analyse historique, socio-économique et culturelle des espaces d'investigation, articles de presse, rapports d'études, rapports internes des collectivités, données statistiques et cartographiques.

- Collecte des données multimédias.

- Second séminaire de mise en commun des sources obtenues et de leur prétraitement.

Préparation de la séquence 2.

Séquence 2 :

- Entretiens auprès des acteurs et enquêtes auprès des populations. Traitement des données. Analyse spatio-temporelle.

Séquence 3 :

- Troisième séminaire : traitement des données, analyses et rapport de recherche.
- Organisation d'un colloque international (UAG, campus de Schoelcher) sur l'analyse comparative des gestions de crise dans les territoires des Antilles (DROM et autres territoires) et les perspectives dans le cadre du réchauffement climatique, avec sortie terrain.

Séquence 4

- Publication des actes du colloque

Axe 3 : Sociétés, réseaux, potentialités des territoires

Responsables : C. Ranély Vergé-Dépré, A. Péné-Annette

Membres participant : M. Feliot-Rippeault, H. Pascaline, L. Dejouhanet, C. de Vassoigne, C. Jean-Étienne, C.-C. Jean-Louis, Y. Labeau, S. Cornélie (doctorante géographie), M. Marcin (doctorante géographie)

Cet axe 3 a été revu par ses concepteurs et son titre réajusté. Aussi ce qui suit reprend, approfondit et enrichit le contenu de cet axe qui avait été présenté dans le dossier écrit.

Thématique :

Fragmentation, émiettement, diversité sont autant de qualificatifs généralement utilisés pour caractériser la Grande Caraïbe, à la fois insulaire et continentale. Les inégalités socio-économiques sont accentuées par la mondialisation qui fragilise certains espaces. Cette situation peut également s'appréhender par le prisme géopolitique, toujours prégnant pour comprendre les spécificités du Bassin caraïbe. La mise en réseaux des territoires, par tous types de moyens, révèle ainsi la structuration de cet espace, historiquement marqué par l'extraversion. De nos jours, cette organisation se complexifie pourtant en raison de la volonté affirmée d'une intégration régionale plus poussée.

Les orientations de la recherche, potentiellement très diversifiées, concernent les réseaux matériels et immatériels, que ce soit pour les flux de biens, de services et de personnes. Compte tenu toutefois des orientations déjà amorcées au sein de l'équipe de travail, des attentes et interrogations des acteurs du développement territorial, deux thématiques seront plus particulièrement retenues.

La première, dans la continuité des travaux antérieurs, s'intéresse aux **transports et mobilités**. La configuration spatiale éclatée (accentuée dans le cas des États-archipels), l'insularité, l'exiguïté, le rattachement institutionnel de certains territoires à des États extérieurs, les fortes densités de population, l'extraversion économique, la situation de carrefour entre l'Europe et l'Amérique, expliquent le rôle fondamental de la recherche sur les

systèmes de transport dans la Caraïbe. Ces derniers révèlent, en effet, les dynamiques internes du bassin, faisant apparaître les déséquilibres régionaux et les spécificités des économies (dépendance vis-à-vis d'un petit nombre d'activités, notamment le tourisme ; déséquilibre des balances commerciales au profit des importations se reflétant dans le fonctionnement des infrastructures, etc.). L'étude des réseaux de transport, à différentes échelles, montre également que ceux-ci contribuent peu à la cohésion régionale et qu'ils exacerbent l'extraversion : il est toujours aussi difficile de circuler par voies maritime et aérienne à l'intérieur du bassin. Dans les îles antillaises plus particulièrement, les possibilités de désenclavement sont limitées, conduisant les usagers, les acteurs politiques, économiques et sociaux à revendiquer une amélioration des dessertes. Les inégalités d'accessibilité contribuent ainsi à accentuer la hiérarchie des territoires. Enfin, à l'échelle locale, la saturation des réseaux routiers est un frein aux mobilités dans des espaces urbains de plus en plus étendus.

La seconde thématique amorcée au sein de l'équipe, et qui ouvre de nouvelles perspectives de recherche, porte sur **les enjeux énergétiques**. Comme ailleurs dans le monde, les sociétés de la Caraïbe sont de plus en plus énergivores et leur consommation fortement dépendante des énergies fossiles. Des pays producteurs majeurs d'hydrocarbures existent dans le bassin (Mexique, Venezuela, états riverains du golfe du Mexique des États-Unis, Trinidad-et-Tobago) et influencent l'organisation économique et géopolitique des réseaux d'approvisionnement. À l'inverse, de nombreux territoires, notamment les plus exigus, sont totalement dépourvus de ressources fossiles et fortement dépendants de l'extérieur. Les infrastructures énergétiques existantes doivent, au même titre que celles des autres modes de transport, s'adapter à une configuration spatiale éclatée et assurer ainsi la continuité et l'interconnexion des réseaux. En outre, la croissance des besoins en énergie conduit à une situation de concurrence, voire de conflits d'usage entre les différentes activités socio-économiques. La prise de conscience récente de la nécessité d'inclure la durabilité dans les choix de développement devrait entraîner une réorientation des politiques énergétiques. Il s'agit, par exemple, de promouvoir des sources d'énergie renouvelables jusqu'ici peu valorisées (géothermie, solaire, éolienne, biomasse, énergie thermique des mers, etc.). Ainsi au cours des dernières années, de nombreuses études ont été menées sur le terrain dans le domaine de la géothermie, notamment en Martinique au niveau de la Plaine du Lamentin. Une ressource de basse enthalpie a été trouvée. Dans les années à venir, il est nécessaire d'analyser les conditions d'exploitation de cette ressource pouvant mener à la mise en place d'un système de climatisation sur les zones industrielles du Lamentin. De plus, la recherche d'une ressource de haute enthalpie doit être poursuivie en particulier au Diamant et au Morne Rouge afin d'envisager une production d'électricité en Martinique.

La recherche dans ces domaines doit notamment contribuer à une meilleure connaissance des potentialités des territoires, au service des populations et des acteurs institutionnels et professionnels. Plus que jamais, du fait de l'évolution en cours des statuts politico-administratifs des territoires français [Collectivités d'Outre-mer (Saint-Martin et Saint-Barthélemy), Région avec Assemblée unique (Martinique, Guyane)], les décideurs pourraient

s'adosser à des structures qui les aident dans leurs choix d'aménagement, et contribuer ainsi au financement et au développement de la recherche.

Synthèse des thématiques de recherche potentielles :

a) Transports et mobilités

- politiques de transport :
 - améliorer le désenclavement des territoires et la performance des réseaux actuels à toutes les échelles (multimodalité, intermodalité)
 - structurer et mieux coordonner les acteurs de la filière transport et logistique
 - réduire les atteintes des transports à l'environnement (pollutions, etc.).
- Aménagement durable des territoires en lien notamment avec les politiques d'urbanisme.
- Changements comportementaux (représentation sociale de la relation au véhicule individuel, promotion des transports en commun, réappropriation de l'espace par le piéton, etc.).

b) Enjeux énergétiques

- Types d'énergie :
 - énergies non renouvelables
 - meilleure connaissance des conditions d'exploitation des énergies renouvelables (exemple : analyse géophysique complémentaires au niveau de la Plaine du Lamentin en Martinique)
 - recherche de nouvelles potentialités énergétiques (exemple : analyses géothermiques au Morne Rouge et au Diamant dans l'objectif d'une production électrique).
- Gestion de l'énergie :
 - maîtrise de l'énergie
 - système de stockage en milieu tropical
 - transport de l'énergie et réseaux énergétiques.
- Politiques énergétiques :
 - assurer la sécurité énergétique
 - améliorer le fonctionnement des filières énergétiques
 - réduire les atteintes à l'environnement.

Projet 2014-2018 :

Mobilités, transports, énergies

La présentation ci-dessus a mis en évidence les points de convergence entre les deux grandes thématiques retenues, ce qui permet d'élaborer un projet de recherche commun autour des mobilités, des transports et des énergies.

Problématiques

- Compte tenu des difficultés de mobilités et d'approvisionnement énergétique dans l'espace caraïbe, comment améliorer la performance des réseaux de transport et d'énergie ?
- Comment le développement des infrastructures de transport et de l'énergie peut-il contribuer au processus d'intégration régionale dans le Bassin caraïbe ?
- Compte tenu de besoins croissants, comment promouvoir des approches plus durables des transports et des énergies ?

Finalités de la recherche

- Établir un diagnostic, à plusieurs échelles, des secteurs des transports et des énergies, en mettant en évidence les articulations possibles entre ces deux secteurs (transport de l'énergie, nouveaux carburants, etc.) :
 - en identifiant les réseaux, les acteurs institutionnels et professionnels
 - en étudiant les évolutions spatiales et temporelles liées aux dynamiques internes et externes (politiques de dérèglementation, etc.)
 - en adoptant une approche comparative des différents territoires de la Caraïbe.
- Réaliser des enquêtes de terrain sur les représentations de la mobilité et de la consommation énergétique en vue d'un accompagnement au changement des pratiques.
- Faire des propositions en matière d'aménagement et de gestion durable des territoires.

Calendrier de l'opération :

- Début 2015 - fin 2016 :
 - collecte des données
 - missions sur quelques terrains d'étude
 - bilan à mi-parcours : séminaire avec les acteurs professionnels et institutionnels.
- Début 2017 – fin 2018 :
 - poursuite de la collecte des données
 - organisation d'un colloque
 - publication et présentation des Actes du colloque.

Partenaires institutionnels et professionnels envisagés :

- Collectivités territoriales, Chambres de commerce, DEAL, BRGM
- Gestionnaires des infrastructures de transports et de l'énergie, compagnies de transport, compagnies pétrolières, associations (Madininair, Guadair pour la surveillance de la qualité de l'air aux Antilles françaises, etc.), Agence Martiniquaise de l'Énergie

- Institut des Amériques (pôle Caraïbe en République dominicaine)
- UCAB (Universidad Católica Andres Bello) / Venezuela.

Financement :

Demandes de financement auprès des organismes publics (AFD) et privés (BPI France) partenaires du projet.

2. Références bibliographiques des membres et liste des doctorants rejoignant l'équipe.

Les experts de l'AERES ont regretté ne pas avoir pu disposer des références bibliographiques des membres entrant dans l'équipe. Ils trouveront ci-dessous une liste des productions des PR et MCF entrant dans l'équipe.

- **Production scientifique des membres entrant dans l'équipe.**

Ouvrages scientifiques /chapitres d'ouvrages/ Articles / Rapports scientifiques (2008-2014)

1. Ouvrages

Angeon V., **Saffache P.** (dir.), 2010, *Petits territoires insulaires et développement durable*, Paris : Éditions Publibook, 247 p.

Baixas L., **Dejouhanet L.** et Trouillet P.Y. (dir.), 2010, *Conflit et rapports sociaux en Asie du Sud*, Paris : L'Harmattan-AJEL, 290 p.

Dehoorne O., **Saffache P.** (dir.), 2008, *Le tourisme dans les îles et littoraux tropicaux et subtropicaux. Usages des lieux et enjeux de développement*, Paris : Éditions Publibook, 375 p.

Dehoorne O., **Saffache P.** (coord.), 2008, *Mondes insulaires tropicaux. Géopolitiques, économie et développement durable*, Paris : Ellipses (collection Carrefours, Les Dossiers), 251 p.

Joseph P., 2009, *La végétation forestière des Petites Antilles. Synthèse biogéographique, bilan et perspectives*, Paris : Karthala (« Hommes et sociétés »), 490 p.

Joseph P. (dir.), 2009, *Actes du colloque international « Écosystèmes forestiers des caraïbes » de 2005 (Martinique)*, Paris : Karthala, 790 p.

Joseph P. (dir.), 2012, *Actes du colloque international « Biodiversités et Paysages » de 2010 (Martinique)*, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série n°14 (sept.), [<http://vertigo.revues.org/12608>].

2. Chapitres d'ouvrages (ouvrages avec comités de lecture - publications nationales)

Angelelli P., Saffache P., 2012, La gestion intégrée des zones côtières : l'exemple des îles antillaises anglophones, In : Wackermann G. (dir.), *Canada, Etats-Unis, Mexique*, Paris : Editions Ellipses (Coll. Capes/ Agrégation), pp. 201-213.

Dejouhanet L., 2010, Conflits d'usage et gestion participative des forêts kéralaises. Réflexion sur les frontières, In : Baixas L., Dejouhanet L. et Trouillet P.Y. (dir.), *Conflit et rapports sociaux en Asie du Sud*, Paris : L'Harmattan-AJEI, pp. 113-127.

Dejouhanet L., 2010, Sanctuarisation d'une aire protégée et enjeux spatiaux : le cas du Parambikulam Wildlife Sanctuary, Kérala, Inde, In : Laslaz L. et al. (dir), *Cahiers de Géographie*, n°10-2010, Belley : Collection EDYTEM, pp. 187-198.

Joseph P., 2009, Les espèces ligneuses des « phases climaciques » des forêts des Petites Antilles, In : Joseph P. (dir.), *Actes du colloque international « Écosystèmes forestiers des caraïbes » de 2005 (Martinique)*, Paris : Karthala, pp. 257-274.

Joseph P., 2009, La végétation des Petites Antilles, un complexe d'interfaces spatio-temporelles (l'exemple de l'île de la Martinique), In : Pagney-Bénito-Espinal F. (dir.), *Espaces tropicaux n°19 : Les interfaces, Ruptures, transitions et mutations*, Bordeaux : Presse universitaire de Bordeaux, pp. 39-54.

Joseph P., 2011, Les Antilles françaises, véritables laboratoires pour l'étude de l'évolution des systèmes forestiers. In : Burac M. et Bégot D. (dir.), *Actes du colloque PPF « L'habitation-plantation (Héritages et mutations / Caraïbe-Amérique) »*, Paris : Karthala-EA 929, pp. 77-106.

Joseph P., 2012, Considérations générales sur les environnements biophysiques et les hommes dans les Antilles françaises : les principaux déterminismes des paysages, In : Letang J., *Archipélies n°3-4 : De la Créolisation culturelle*, Paris : Éditions Publibook Université, pp. 273-290.

Marc J.V., Saffache P., 2008, Learning lessons from history: French West Indies, In : *Sharing Innovative Experiences. Examples of natural disaster mitigation in small island developing states*, New-York : UNDP, Special Unit for South-South Cooperation, The Academy of Sciences for the Developing World (TWAS), Third World Network of Scientific Organizations (TWNSO), volume 12, pp. 59-68.

Marc J.V., Saffache P., 2011, Disparités et limites du développement durable dans les Petites Antilles : le cas de la Martinique et de la Dominique, In : Taglioni F., *Insularité et développement durable*, Montpellier : IRD Editions, collection « Objectifs Suds », pp. 433-451.

García S., **Péné-Annette A.**, 2010, Rancho, In Coudroy de Lille L., Depaule J.-C., Marin B., Topalov C. (dir.), *L'aventure des mots de la ville*, Paris : Robert Laffont, collection « Bouquins », pp. 1041-1045.

Péné-Annette A., 2011, Aménager les territoires, In Sierra P. (dir.), *La géographie : concepts, savoirs, enseignements*, A. Colin, pp. 260-266.

Péné-Annette A., 2013, Permanences et transformations des territoires miniers et industriels au Venezuela; l'exemple de la Guyane vénézuélienne, In Folz O., Fourtané N., Guiraud M. (dir.), *Le Venezuela de Hugo Chavez : bilan de 14 années de pouvoir*, Nancy : Presses Universitaires de Nancy, pp. 236-250.

Saffache P., 2008, Les départements et territoires d'outre-mer : entre dégradations et inefficience des politiques côtières d'aménagement, In : Wackermann G. (dir.), *La France : aménager les territoires*. Paris : Éditions Ellipses, Collection CAPES/Agrégation, pp. 246-259.

Saffache P., 2008, Les Antilles françaises, des environnements dégradés : l'exemple de Marie-Galante, In : Wackermann G. (dir.), *La France : aménager les territoires*. Paris : Éditions Ellipses, Collection CAPES/Agrégation, pp. 270-274.

Saffache P., Ramedine G., 2010, Guadeloupe, In : Bird ECF. 2010, *Encyclopedia of the world's coastal landforms (volume 1)*, New York : Springer, pp. 303-304.

3. Articles

3.1. Publications internationales

Angelelli P., **Saffache P.**, 2010, O mosaico dos poderes públicos em zona costeira numa região ultraperiférica da União Europeia: o caso da criação dos recifes artificiais na Martinica, *Gestao Costeira Integrada (numero tematico Recifes Artificiais)*, 10 (1), pp. 65-80.

Angelelli P., **Saffache P.**, 2013, Some remarks on mangroves in the Lesser Antilles, *Journal of Integrated Coastal Zone Management*, 13 (4), pp. 473-489.

Dejouhanet L., 2010, L'écodéveloppement participatif en question : le cas de la réserve naturelle de Parambikulam en Inde du Sud, *Revue de géographie alpine*, 98-1, pp. 69-84.

Dejouhanet L., à paraître (accepté), Supply of Medicinal Raw Materials: The Achilles' Heel of Today's Ayurvedic Manufacturing Sector. *Asian Medicine*.

Joseph, P., 2011, La végétation des Petites Antilles : principaux traits floristiques et effets plausibles du changement climatique. *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 11(1), [<http://vertigo.revues.org/10886>].

Joseph, P., 2012a, Quelques traits généraux de la diversité sylvatique des Petites Antilles, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série n°14 (sept.), [<http://vertigo.revues.org/12492>].

Joseph, P., 2012 b, The Vegetation of the Lesser Antilles : Floristic Diversity and Ecosystemic Dynamics, *International Journal of Environmental Studies*, 69(5), pp. 816-833.

Joseph, P., 2013a, How Should the Forest Types of the Lesser Antilles be Described in the Intertropical Area?, *Earth Resources*, Sciknow Publications Ltd., 1(3), pp. 78-102.

Joseph, P., 2013b, Mount Pele, an Ecoclimatic Gradient Generator, *Landscape & Environment* (Acta Geographica Debrecina Landscape and Environment Series), 7 (1), pp. 27-41.

Joseph, P., 2014, The Influence of Vegetation on the Main Macro-Climatic Factors: the Example of the Lower Vegetal Floor of Martinique (Lesser Antilles). *Open Journal of Botany*, Sciknow Publications Ltd. (Sous presse).

Péné-Annette A., Pirela A., Ramousse D., 2013, El Proyecto Socialista Orinoco : un nuevo territorio vinculado a la explotación petrolera en Venezuela. *Cuadernos del Cendes*, Caracas, n° 80, mai-août 2012, pp. 1-45. [http://saber.ucv.ve/ojs/index.php/rev_cc/article/view/3635].

Saffache P., Angelelli P., 2010, Integrated Coastal Zone Management in small islands : A comparative outline of some islands of the Lesser Antilles, *Journal of Integrated Coastal Zone Management*, 10 (3), pp. 255-279.

3.2. Publications nationales (Revue à comité de lecture)

Angeon V., **Saffache P.**, 2008, Les petites économies insulaires et le développement durable : des réalités locales résilientes ?, *Études Caribéennes*, 11, pp. 17-51.

Dejouhanet L., à paraître (accepté avec révisions), Secteur informel et proximités : expliquer les réseaux de première commercialisation des produits forestiers non ligneux au Kérala (Inde du Sud), *Revue d'Économie Rurale*.

Dejouhanet L., 2009, « Ayurveda. Mondialisation d'une médecine traditionnelle indienne », *Echogéo*, n°10, [<http://echogeo.revues.org/11349>].

Granvorka G.C., **Saffache P.** 2010, Risk management and disaster mitigation : a case study applied to Haïti, *Études Caribéennes*, 15, [<http://etudescaribeennes.revues.org/4559>]

Péné-Annette A., 2008, Services urbains et développement urbain au Venezuela, le cas du service de l'eau potable, *Cahiers des Amériques latines*, 53, pp 89-99. Référence électronique URL : <http://cal.revues.org/1710>

Saffache P., 2008, Le littoral martiniquais : entre contraintes physiques et aménagements de protection, *Géologues*, 158, pp. 105-109.

3.3. Publications régionales

Louis L., **Saffache P.**, 2011, Le canal du Panama : développement et/ou protection de l'environnement, *Interf@ce*, 6, pp. 36-37.

Louis L., **Saffache P.**, 2012, La Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) : vers une meilleure gouvernance des espaces littoraux, *Interf@ce*, 7, pp. 37-38.

Saffache P., 2008, Impacts de la colonisation sur la biodiversité marine et côtière : l'exemple du Grand cul-de-sac Marin (Guadeloupe), *La Tribune des Antilles*, 54, pp. 10-11.

Saffache P., 2008, Les milieux humides antillais : l'exemple des mangroves, In : SEPANGUY. *Les zones humides de Guyane et des Antilles*, Cayenne : SEPANGUY (collection Nature Guyanaise), pp. 20-23.

4. Rapports scientifiques

Joseph P., 2009, *Étude floristique des forêts départementales (2007-2009)*, Inventaire spécifiques et biocénologiques des écosystèmes forestiers du Conseil Général de la Martinique, Contrat-ONF / Conseil Général de la Martinique, 60 p.

Joseph P., 2011, *Étude floristique et écosystémique : Extension de la Réserve de la Caravelle (2011)*, Inventaire des phytocénoses et chorologie des taxa, PNRM (Parc Naturel Régional de la Martinique), 40 p.

Joseph P., 2012, *Étude floristique du Morne Pavillon*, SEMAVILLE / Ville du Lamentin (Martinique), 40 p.

Joseph P., 2013, *Étude floristique et biocénologique Étang Abricots* (Construction d'un port d'activités nautiques), SEMAFF, 40 p.

Marc J.V., **Saffache P.**, 2011, *Les rivières en Martinique : éléments de compréhension (rapport synthétique en vue d'une exposition grand public)*, Roystone Expertise, 38 p.

Modaressi H. (coord.), Tait M., Mompelat J.M., Charrue H., Mac Veigh J.P., Gillet M., Cochonat P., Charvis P., Moutamalle L., Josephau E., Hubert T., Gombeaud P., **Saffache P.**, Pam R., Capdeville B., Steers G. *et al.*, 2008, *Les risques naturels en outre-mer*, Fiche d'impact grenelle, engagement du Grenelle n° 176, 79 p.

Moulet D., **Saffache P.**, Dehoorne O., Transler A.L., 2008, *Atlas des bassins versants de la baie du Marin*, GEOCEANIDE, 51 p. (+ 4 pages d'annexes).

Moulet D., **Saffache P.**, Dehoorne O., Transler A.L., Marc J.V., 2008, *Étude de l'origine de la pollution dans la baie du Marin*, GEOCEANIDE, 39 p.

Saffache P., Marc J.V., 2008, *Réalisation d'un diagnostic des plages martiniquaises suite au passage de l'ouragan Dean*, ONF, 18 p.

Saffache P., Moulet D., 2008, *Dynamiques des côtes guadeloupéennes. Atlas cartographique des zones d'érosion et de progradation du littoral*, Conseil Régional de La Guadeloupe, 14 p.

3. Liste des doctorants entrant dans l'équipe

Les doctorants qui travaillent sous la direction de Pascal Saffache et la date de leur première inscription sont :

– Année universitaire 2011-2012 –

- **Cornélie Séverine.** De la gestion raisonnée des transports en Guadeloupe au développement durable du territoire. **(Co-direction avec C. Ranély Vergé-Dépré)**
- **Gazon Béatrix.** L'exploitation des ressources naturelles de la mer comme projet d'insertion sociale pour une autre forme de construction socio-identitaire : le cas de la Guadeloupe et de la Martinique.
- **Pourlon Justine.** La mise en œuvre du droit de construire face aux particularités des Antilles françaises – **(Co-direction avec le Pr. J.M. Breton - UAG).**

– Année universitaire 2012-2013 –

- **Bélibi Virginie.** Mondialisations, géostratégie éducative et environnementale pour demain : le cas de la Grande Caraïbe – **(Co-direction avec le Pr. G. Wackermann – Paris IV).**
- **Joseph-Angélique Elodie.** Evaluation prospective du trait de côte en Martinique : situation évolutive et enjeux.

– Année universitaire 2013-2014 –

- **Coudert Ariane.** La question de la réorganisation spatiale impliquée par l'option du retrait stratégique face aux risques côtiers en Martinique.
- **Lorne Lucette.** De l'urbanisme au « paradisisme » : pour un changement de paradigme à travers l'utilisation des ressources végétales, le cas de la Martinique.
- **Morteau Jean-Claude.** Méthodologie d'optimisation de la résilience des infrastructures critiques face aux aléas majeurs. Application dans un contexte insulaire, le cas de la Martinique **(Co-direction avec P.A. Ayrat – Ecole des Mines d'Alès).**

Les doctorants qui travaillent sous la direction de Philippe Joseph sont :

- Kevin Baillard** (spatialisation de la biodiversité végétale)
- Stella Saturnin** (espèces invasives)
- Emma Modestin** (biocénoses des mangroves et des écosystèmes du proche littoral)
- Lionel Hirep** (systèmes urbains et gestion de l'environnement)
- Serge Gunot** (biodiversité végétale urbaine)

Anaïs Sainte-Rose (biodiversité marine).